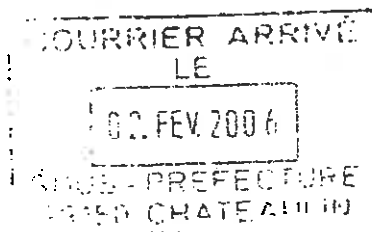


**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**DE LA COMMUNE DE SPEZET**

Date d'affichage : 31/01/2006  
Date convocation : 29/12/2005



Nombre de membres : 19  
En exercice : 17  
Qui ont pris part : 15  
A la délibération

**SÉANCE DU 5 JANVIER 2006**

**Etaient présents** : Louis ROUZIC – Auguste EMERY – Anne Marie DUGOU – Joël QUERE – Nicole RIOU – Emile PHILIPPE – Jacqueline BRIAND – Françoise QUEMET BANCEL – Eugène BLOUET – Dominique COTTY – Laurence CITERIN – Sylvie LE MOAL – François LE BON – Eliane GRALL

**Absents excusés** : – Ronan LOLLIER (procuration à Louis ROUZIC)

**Absents** : Maryse SPARAPAN – Christian GUIVARC'H

Mr Auguste EMERY a été nommé secrétaire.

**DROIT DE PRÉEMPTION : MISE A JOUR SUITE A LA REVISION DU PLU**

Monsieur le Maire rappelle que l'actuel droit de préemption ne s'applique qu'au plan d'occupation des sols de la Commune approuvé en 1988.

L'article 211-1 du Code de l'Urbanisme offre la possibilité aux Communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme rendu public ou approuvé d'instituer un droit de préemption sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future.

Monsieur le maire précise que suite à l'approbation du PLU, il y a lieu de délibérer afin de tenir compte du nouveau zonage.

Le Conseil Municipal,  
Après en avoir délibéré,

Décide d'instituer le droit de préemption urbain (D.P.U) sur la totalité des zones urbaines (zones Uha, Uhb, Ui) ou à urbanisation future (1AUh, 1 AUI, 2 AUh) du Plan local d'urbanisme.

Donne délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain, conformément à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Précise que le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en Mairie et d'une insertion dans deux journaux :

- le Télégramme de Brest et de l'Ouest
- le Ouest France

Précise que le périmètre d'application du droit de préemption urbain sera annexé au dossier du PLU conformément à l'article R 123-13-4 du Code de l'Urbanisme.

Précise qu'une copie de la délibération sera transmise à :

- Monsieur le Préfet,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux du Finistère,